



Portefeuille de revenu élevé

États financiers annuels

pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

États de la situation financière (en milliers, sauf les montants par part)

Aux 31 décembre 2019 et 2018 (note 1)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Actif		
Actif courant		
Placements (actifs financiers non dérivés) (notes 2 et 3)	757 123 \$	611 973 \$
Trésorerie, y compris les avoirs en devises, à la juste valeur	6 762	4 765
Marge	5 981	1 568
Intérêts à recevoir	393	395
Dividendes à recevoir	—	35
Montant à recevoir à la vente de titres en portefeuille	—	18
Montant à recevoir à l'émission de parts	2 065	1 976
Actifs dérivés	1 550	2 397
Total de l'actif	773 874	623 127
Passif		
Passif courant		
Montant à payer à l'acquisition de titres en portefeuille	922	—
Montant à payer au rachat de parts	259	575
Passifs dérivés	1 526	2 044
Total du passif	2 707	2 619
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (note 5)	771 167 \$	620 508 \$
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par catégorie		
Catégorie T5	586 807 \$	471 548 \$
Catégorie T6	184 360 \$	148 960 \$
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part (note 5)		
Catégorie T5	10,50 \$	9,72 \$
Catégorie T6	10,15 \$	9,48 \$

Organisation du Fonds (note 1)

Le Portefeuille a été créé le 14 décembre 2015 (date de création).

	Date de début des activités
Catégorie T5	1 ^{er} juin 2016
Catégorie T6	3 juin 2016

Portefeuille de revenu élevé

États du résultat global (en milliers, sauf les montants par part)

Pour les périodes closes les 31 décembre 2019 et 2018 (note 1)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Profit net (perte nette) sur instruments financiers		
Intérêts aux fins de distribution	1 689 \$	1 504 \$
Revenu de placement	23 284	22 053
Revenu de dividendes	5 253	6 765
Profit (perte) sur dérivés	4 152	(1 370)
Autres variations de la juste valeur des placements et des dérivés		
Profit net (perte nette) réalisé(e) à la vente de placements et de dérivés	2 635	(591)
Profit net (perte nette) réalisé(e) de change (notes 2f et g)	(187)	444
Variation nette de la plus-value (moins-value) latente sur les placements et les dérivés	45 776	(36 263)
Profit net (perte nette) sur instruments financiers	82 602	(7 458)
Autres produits		
Profit (perte) de change sur la trésorerie	(84)	(238)
	(84)	(238)
Charges (note 6)		
Frais de gestion ±±	7 550	7 305
Honoraires des auditeurs	9	7
Frais de garde	111	105
Honoraires versés aux membres du comité d'examen indépendant	1	3
Frais juridiques	3	3
Frais de réglementation	77	58
Coûts de transaction ±±±	169	240
Charges liées à l'information aux porteurs de parts	62	53
Retenues d'impôt (note 7)	84	25
Autres charges	12	13
	8 078	7 812
Renoncations / prises en charge par le gestionnaire	(7 598)	(7 328)
	480	484
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (à l'exclusion des distributions)	82 038	(8 180)
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par catégorie (à l'exclusion des distributions)		
Catégorie T5	62 425 \$	(6 202) \$
Catégorie T6	19 613 \$	(1 978) \$
Nombre moyen de parts en circulation pour la période, par catégorie		
Catégorie T5	50 018	48 176
Catégorie T6	16 049	16 658
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part (à l'exclusion des distributions)		
Catégorie T5	1,25 \$	(0,13) \$
Catégorie T6	1,23 \$	(0,13) \$

±± Taux maximums annuels des frais de gestion facturables (note 6)

Catégorie T5	1,00 %
Catégorie T6	1,00 %

±±± Commissions de courtage et honoraires (notes 8 et 9)

	2019	2018
Commissions de courtage et autres honoraires (en milliers de dollars)		
Total payé	102	91
Payé à Marchés mondiaux CIBC inc.	—	—
Payé à CIBC World Markets Corp.	—	—
Rabais de courtage (en milliers de dollars)		
Total payé	—	—
Payé à Marchés mondiaux CIBC inc. et à CIBC World Markets Corp.	—	—

États de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (en milliers)

Pour les périodes closes les 31 décembre 2019 et 2018 (note 1)

	Parts de catégorie T5		Parts de catégorie T6	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (à l'exclusion des distributions)	62 425 \$	(6 202) \$	19 613 \$	(1 978) \$
Distributions versées ou à verser aux porteurs de parts rachetables				
Du revenu de placement net	(17 522)	(16 168)	(5 480)	(5 513)
Du montant net des gains en capital réalisés	—	(6 120)	—	(2 080)
Remboursement de capital	(6 551)	(2 535)	(3 617)	(2 571)
	(24 073)	(24 823)	(9 097)	(10 164)
Transactions sur parts rachetables				
Montant reçu à l'émission de parts	173 492	137 552	53 501	48 217
Montant reçu au réinvestissement des distributions	21 404	21 949	7 084	7 937
Montant payé au rachat de parts	(117 989)	(162 400)	(35 701)	(62 559)
	76 907	(2 899)	24 884	(6 405)
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	115 259	(33 924)	35 400	(18 547)
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au début de la période	471 548	505 472	148 960	167 507
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables à la fin de la période	586 807 \$	471 548 \$	184 360 \$	148 960 \$

Parts rachetables émises et en circulation (note 5)

Aux 31 décembre 2019 et 2018

Solde au début de la période	48 538	48 807	15 708	16 395
Parts rachetables émises	16 711	13 497	5 311	4 799
Parts rachetables émises au réinvestissement des distributions	2 068	2 166	705	798
	67 317	64 470	21 724	21 992
Parts rachetables rachetées	(11 429)	(15 932)	(3 561)	(6 284)
Solde à la fin de la période	55 888	48 538	18 163	15 708

Tableaux des flux de trésorerie (en milliers)

Pour les périodes closes les 31 décembre 2019 et 2018 (note 1)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables liée à l'exploitation (à l'exclusion des distributions)	82 038 \$	(8 180) \$
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Perte (profit) de change sur la trésorerie	84	238
(Profit net) perte nette réalisé(e) sur la vente de placements et de dérivés	(2 635)	591
Variation nette de la (plus-value) moins-value latente sur les placements et les dérivés	(45 776)	36 263
Distributions des fonds sous-jacents réinvesties	(28 170)	(28 774)
Achat de placements	(555 597)	(345 697)
Produits de la vente de placements	488 297	386 819
Marge	(4 413)	3 679
Intérêts à recevoir	2	(269)
Dividendes à recevoir	35	(35)
	(66 135)	44 635
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Montant reçu à l'émission de parts	226 904	183 793
Montant payé au rachat de parts	(154 006)	(224 384)
Distributions versées aux porteurs de parts	(4 682)	(5 101)
	68 216	(45 692)
Augmentation (diminution) de la trésorerie pendant la période	2 081	(1 057)
Perte (profit) de change sur la trésorerie	(84)	(238)
Trésorerie (découvert bancaire) au début de la période	4 765	6 060
Trésorerie (découvert bancaire) à la fin de la période	6 762 \$	4 765 \$
Intérêts reçus	1 691 \$	1 235 \$
Dividendes reçus, nets des retenues d'impôts	351 \$	4 \$

Portefeuille de revenu élevé

Inventaire du portefeuille Au 31 décembre 2019

					Coût moyen (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de l'actif net	
Titre					Nombre de parts			
¹⁻¹⁴FONDS COMMUNS DE PLACEMENT (note 10)								
Fonds commun d'obligations canadiennes Impérial, catégorie A					4 627 055	53 861	54 158	
Fonds commun de revenu de dividendes canadiens Impérial, catégorie A					13 969 879	176 126	175 910	
Fonds commun de revenu d'actions mondiales Impérial, catégorie A					12 732 131	147 445	155 661	
Fonds commun d'obligations internationales Impérial, catégorie A					3 603 146	41 636	40 790	
Fonds commun d'obligations à court terme Impérial, catégorie A					3 636 832	37 422	36 953	
Mandat privé de revenu fixe multisectoriel Renaissance, catégorie S					9 947 264	102 326	101 057	
Mandat privé d'actifs réels Renaissance, catégorie S					9 355 468	101 303	108 524	
TOTAL DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT					660 119	673 053	87,3 %	
Titre					Nombre d'actions	Coût moyen (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de l'actif net
ACTIONS INTERNATIONALES								
²Brésil (note 10)								
iShares MSCI Brazil ETF					8 083	462	498	
						462	498	0,1 %
³Chili (note 10)								
iShares MSCI Chile Capped ETF					55 566	2 870	2 405	
						2 870	2 405	0,3 %
⁷Israël (note 10)								
iShares MSCI Israel Capped ETF					19 434	1 433	1 447	
						1 433	1 447	0,2 %
Russie								
VanEck Vectors Russia ETF					27 687	785	898	
						785	898	0,1 %
¹³États-Unis (note 10)								
iShares J.P. Morgan USD Emerging Markets Bond ETF					30 615	4 573	4 554	
VanEck Vectors Fallen Angel High Yield Bond ETF					125 530	4 625	4 866	
						9 198	9 420	1,2 %
TOTAL DES ACTIONS INTERNATIONALES						14 748	14 668	1,9 %
TOTAL DES ACTIONS						14 748	14 668	1,9 %
Titre	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Autres renseignements	Valeur nominale	Coût moyen (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de l'actif net	
OBLIGATIONS INTERNATIONALES								
²Brésil (note 10)								
République fédérative du Brésil	10,00 %	2023/01/01	série F, BRL	6 000 000	2 144	2 057		
					2 144	2 057	0,3 %	
³Chili (note 10)								
République du Chili	4,70 %	2030/09/01	CLP	2 540 000 000	4 915	5 068		
					4 915	5 068	0,7 %	
⁴Colombie (note 10)								
République de Colombie	6,00 %	2028/04/28	série B, COP	8 650 000 000	3 361	3 405		
					3 361	3 405	0,4 %	
Indonésie								
République d'Indonésie	8,25 %	2029/05/15	série FR78, IDR	23 000 000 000	2 319	2 314		
					2 319	2 314	0,3 %	
⁸Malaisie (note 10)								
Fédération de Malaisie	3,89 %	2029/08/15	série 0219, MYR	3 508 000	1 152	1 165		
					1 152	1 165	0,1 %	
¹¹Pologne (note 10)								
République de Pologne	2,75 %	2028/04/25	série 0428, PLN	6 307 000	2 210	2 263		
					2 210	2 263	0,3 %	
TOTAL DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES						16 101	16 272	2,1 %
TOTAL DES OBLIGATIONS						16 101	16 272	2,1 %
TOTAL DES PLACEMENTS AVANT LES PLACEMENTS À COURT TERME						690 968	703 993	91,3 %
PLACEMENTS À COURT TERME (note 11)								
Gouvernement du Canada	1,63 %	2020/01/09	bon du Trésor	10 475 000	10 429	10 471		
Gouvernement du Canada	1,64 %	2020/01/23	bon du Trésor	1 075 000	1 070	1 074		
Gouvernement du Canada	1,66 %	2020/02/20	bon du Trésor	29 550 000	29 419	29 483		
Gouvernement du Canada	1,66 %	2020/03/05	bon du Trésor	1 500 000	1 494	1 496		
Gouvernement du Canada	1,65 %	2020/03/19	bon du Trésor	1 425 000	1 419	1 420		
Gouvernement du Canada	1,67 %	2020/04/02	bon du Trésor	9 225 000	9 184	9 186		
TOTAL DES PLACEMENTS À COURT TERME						53 015	53 130	6,9 %

Portefeuille de revenu élevé

Inventaire du portefeuille Au 31 décembre 2019 (suite)

Titre	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Autres renseignements	Valeur nominale	Coût moyen (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de l'actif net
Moins les coûts de transaction inclus dans le coût moyen					(233)		
TOTAL DES PLACEMENTS					743 750	757 123	98,2 %
Marge						5 981	0,8 %
Actifs dérivés						1 550	0,2 %
Passifs dérivés						(1 526)	(0,2) %
Autres actifs, moins les passifs						8 039	1,0 %
TOTAL DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE PARTS RACHETABLES						771 167	100,0 %

¹⁻¹⁴ Les numéros de référence des couvertures correspondent au numéro de référence dans le tableau des actifs et passifs dérivés – contrats de change à terme.

Actifs et passifs dérivés – options

Titre	Date d'échéance	Prix d'exercice	Nombre d'options	Participation sous-jacente aux options sur actions	Produits (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)
Options de vente position acheteur						
Indice S&P 500	2020/01/01	2 800,00 USD	112	11 200	414	1
					414	1
Options d'achat position acheteur						
iShares MSCI Emerging Markets ETF	2020/07/01	46,73 USD	1 449	144 900	206	232
Materials Select Sector SPDR Fund	2020/01/18	63,00 USD	656	65 600	35	8
SPDR Gold Shares	2020/01/01	145,00 USD	908	90 800	252	1
					493	241
Total – position acheteur					907	242
Options de vente position vendeur						
Utilities Select Sector SPDR Fund	2020/01/18	60,00 USD	(528)	(52 800)	(32)	(1)
					(32)	(1)
Options d'achat position vendeur						
Indice S&P 500	2020/01/01	3 025,00 USD	(8)	(800)	(55)	(213)
Indice S&P 500	2020/07/01	3 250,00 USD	(21)	(2 100)	(157)	(312)
					(212)	(525)
Total – position vendeur					(244)	(526)
Actifs et passifs dérivés – options					663	(284)

Actifs et passifs dérivés – contrats à terme standardisés (note 11)

Valeur contractuelle (\$)	Nom du contrat	Date d'échéance	Nombre de contrats	Devise	Prix par contrat	Juste valeur (\$)	Profit (perte) latent(e) (en milliers de dollars)
2 634 050	Obligation du Trésor de la Corée à 10 ans	Mars 2020	18	KRW	130,32	2 633 189	(1)
2 657 927	Obligation du Trésor de l'Australie à 10 ans	Mars 2020	20	AUD	145,84	2 605 434	(52)
3 365 502	Indice SPI 200 d'Australie	Mars 2020	22	AUD	6 715,00	3 309 368	(56)
431 440	Indice CAC 40	Janvier 2020	5	EUR	5 924,00	434 790	3
977 164	Euro Stoxx 50	Mars 2020	18	EUR	3 727,00	977 688	1
2 316 113	Euro-BONO	Mars 2020	10	EUR	159,01	2 310 433	(6)
2 263 167	Indice FTSE 100	Mars 2020	18	GBP	7 309,72	2 321 771	59
1 016 421	Indice Hang Seng China Enterprises	Janvier 2020	11	HKD	11 089,66	1 027 543	11
1 146 588	Indice KOSPI 200 de Corée	Mars 2020	14	KRW	291,75	1 160 156	14
(2 525 907)	Obligation d'État position longue	Mars 2020	(11)	GBP	133,50	(2 485 795)	40
3 075 929	Indice Kuala Lumpur Composite de Malaisie	Janvier 2020	120	MYR	1 614,89	3 038 045	(38)
2 547 275	Obligation à 10 ans du gouvernement du Japon mini	Mars 2020	14	JPY	152,24	2 542 029	(5)
1 831 994	MSCI IX ETS de Singapour	Janvier 2020	51	SGD	372,05	1 829 286	(3)
1 212 732	Indice S&P/TSX 60	Mars 2020	6	CAD	1 010,61	1 214 880	2
1 815 355	Indice IBEX 35 d'Espagne	Janvier 2020	13	EUR	9 587,00	1 804 239	(11)
538 385	Indice MSCI de Taïwan	Janvier 2020	9	USD	460,67	537 132	(1)
(2 380 340)	Obligation à dix ans du gouvernement du Canada	Mars 2020	(17)	CAD	140,02	(2 337 160)	43
(7 156 144)	Ultra – Obligation du Trésor des États-Unis à 10 ans	Mars 2020	(39)	USD	141,30	(7 125 692)	30
(1 029 409)	Indice S&P 500 E-Mini des États-Unis	Mars 2020	(5)	USD	3 170,95	(1 048 936)	(20)
14 738 242						14 748 400	10

Au 31 décembre 2019, un montant de 2 841 529 \$ était déposé à titre de marge des contrats à terme standardisés.

Portefeuille de revenu élevé

Actifs et passifs dérivés – contrats de change à terme (note 10)

N° de réf. du contrat de couverture**	Contrepartie	Note de crédit de la contrepartie*	Date de règlement	Devise achetée	Valeur nominale	Devise vendue	Valeur nominale	Cours du change à terme	Cours du change de clôture	Profit (perte) latente (en milliers de dollars)
1	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A-1	2020/03/13	CAD	2 617 233	AUD	2 898 000	1,107	1,096	(28)
1	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A-1	2020/03/13	CAD	237 508	AUD	262 000	1,103	1,096	(2)
2	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/03/03	BRL	2 940 000	USD	714 729	0,243	0,248	19
2	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/03/03	USD	1 624 340	BRL	6 895 000	4,245	4,032	(111)
3	Banque de Montréal	A-1	2020/01/24	CLP	11 155 000	USD	15 085	0,001	0,001	–
3	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	CLP	806 560 000	USD	1 040 790	0,001	0,001	42
3	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	CLP	16 710 000	USD	21 032	0,001	0,001	1
3	Banque de Montréal	A-1	2020/01/24	USD	1 710 208	CLP	1 217 155 000	711,700	751,736	118
3	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	USD	3 871 705	CLP	2 996 700 000	774,000	751,736	(149)
3	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	USD	1 320 331	CLP	1 022 900 000	774,730	751,736	(52)
4	Banque de Montréal	A-1	2020/01/24	USD	1 473 867	COP	5 123 015 000	3 475,900	3289,770	(108)
4	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A-1	2020/01/24	USD	291 089	COP	1 008 915 000	3 466,000	3289,770	(20)
5	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/10	EUR	1 680 000	CAD	2 461 380	1,465	1,457	(13)
5	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/10	EUR	495 000	CAD	727 893	1,470	1,457	(7)
5	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/10	CAD	980 451	EUR	670 000	0,683	0,686	4
5	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/10	CAD	1 570 134	EUR	1 075 000	0,685	0,686	4
5	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/10	CAD	8 598 067	EUR	5 850 000	0,680	0,686	73
	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A-1	2020/02/28	GBP	115 000	CAD	197 605	1,718	1,722	–
6	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/03/06	CAD	1 674 637	HKD	9 864 450	5,890	6,005	32
	Banque Toronto-Dominion (La)	A-1+	2020/03/23	IDR	50 318 240 000	USD	3 570 442	0,000071	0,000072	55
7	Banque de Montréal	A-1	2020/02/28	CAD	1 393 169	ILS	3 618 395	2,597	2,652	29
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/03/06	INR	25 840 000	USD	359 138	0,014	0,014	2
	Banque Toronto-Dominion (La)	A-1+	2020/03/06	INR	452 530 000	USD	6 263 998	0,014	0,014	66
	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/02/28	JPY	290 440 871	CAD	3 568 526	0,012	0,012	(87)
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/02/28	CAD	2 641 368	JPY	216 374 020	81,917	83,427	48
8	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/02/27	USD	532 064	KRW	621 440 400	1 167,980	1154,662	(8)
	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/10	MXN	4 680 000	CAD	319 404	0,068	0,069	2
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/10	MXN	65 245 000	CAD	4 372 491	0,067	0,069	102
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/10	MXN	2 300 000	CAD	155 864	0,068	0,069	2
9	Banque de Montréal	A-1	2020/01/09	MYR	100 000	USD	23 898	0,239	0,245	1
9	Banque de Montréal	A-1	2020/01/09	USD	876 150	MYR	3 685 000	4,206	4,089	(33)
9	Banque de Montréal	A-1	2020/01/09	USD	228 300	MYR	960 000	4,205	4,089	(8)
	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/24	NOK	6 310 000	CAD	922 612	0,146	0,148	11
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	NOK	9 445 000	CAD	1 387 416	0,147	0,148	10
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	NOK	9 310 000	CAD	1 342 495	0,144	0,148	34
10	Banque de Montréal	A-1	2020/01/21	CAD	87 993	NZD	106 000	1,205	1,144	(5)
11	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/10	CAD	2 375 072	PLN	7 039 000	2,964	2,922	(34)
	Banque Toronto-Dominion (La)	A-1+	2020/01/23	RUB	194 375 000	USD	2 999 952	0,015	0,016	160
	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/24	SEK	12 730 000	CAD	1 747 726	0,137	0,139	19
	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/24	SEK	6 190 000	CAD	848 044	0,137	0,139	11
12	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/03/20	CAD	762 903	SGD	785 000	1,029	1,035	5
13	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/15	USD	1 060 000	CAD	1 402 142	1,323	1,298	(26)
13	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/15	USD	670 000	CAD	881 871	1,316	1,298	(12)
13	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/15	USD	145 000	CAD	192 547	1,328	1,298	(4)
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	USD	1 640 000	CAD	2 179 693	1,329	1,298	(51)
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	USD	455 000	CAD	604 135	1,328	1,298	(13)
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	USD	200 000	CAD	264 403	1,322	1,298	(5)
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	USD	360 000	CAD	476 952	1,325	1,298	(10)
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	USD	95 000	CAD	125 742	1,324	1,298	(2)
13	Banque Toronto-Dominion (La)	A-1+	2020/01/15	USD	655 000	CAD	864 731	1,320	1,298	(14)
13	Banque Toronto-Dominion (La)	A-1+	2020/01/15	USD	375 000	CAD	490 179	1,307	1,298	(3)
13	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A-1	2020/01/15	CAD	784 691	USD	595 000	0,758	0,770	12
13	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/01/15	CAD	1 123 119	USD	855 000	0,761	0,770	13
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	5 088 542	USD	3 855 000	0,758	0,770	83
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	2 609 344	USD	2 000 000	0,766	0,770	12
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	1 705 794	USD	1 290 000	0,756	0,770	31
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	937 611	USD	710 000	0,757	0,770	16
13	Banque Royale du Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	787 170	USD	600 000	0,762	0,770	8
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	4 493 990	USD	3 425 000	0,762	0,770	47
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	498 506	USD	375 000	0,752	0,770	12
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	496 601	USD	375 000	0,755	0,770	10
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	408 420	USD	310 000	0,759	0,770	6
13	State Street Trust Co. Canada	A-1+	2020/01/15	CAD	407 624	USD	310 000	0,761	0,770	5
14	Goldman Sachs & Co., New York	A-1	2020/02/27	CAD	54 388	ZAR	610 000	11,216	10,867	(2)

Actifs et passifs dérivés – contrats à terme

298

* La note de crédit de la contrepartie (attribuée par S&P Global Ratings, division de S&P Global) des contrats de change à terme détenus par le Portefeuille est égale ou supérieure à la notation désignée minimale.

** Les numéros de référence correspondent à un numéro de l'inventaire du portefeuille.

Annexe à l'inventaire du portefeuille

Contrats de compensation (note 2d)

(en milliers)

Le Portefeuille peut conclure des conventions-cadres de compensation ou d'autres conventions semblables qui ne satisfont pas aux critères de compensation dans les états de la situation financière, mais qui permettent la compensation des montants liés dans certains cas, tels qu'une faillite ou la résiliation des contrats.

Le tableau qui suit, aux 31 décembre 2019 et 2018, présente le rapprochement entre le montant net des dérivés de gré à gré inscrit aux états de la situation financière et :

- le montant brut avant la compensation exigée selon les IFRS; et
- le montant net après compensation selon les conventions-cadres de compensation ou d'autres conventions similaires, mais qui ne satisfait pas aux critères de compensation selon les IFRS.

Actifs et passifs financiers	Montants compensés			Montants non compensés		Montants nets
	Actifs (passifs) bruts	Montants compensés selon les IFRS	Montants nets présentés aux états de la situation financière	Conventions-cadres de compensation	Espèces reçues en garantie	
Au 31 décembre 2019						
Actifs dérivés de gré à gré	1 105 \$	– \$	1 105 \$	(715) \$	– \$	390 \$
Passifs dérivés de gré à gré	(807)	–	(807)	715	–	(92)
Total	298 \$	– \$	298 \$	– \$	– \$	298 \$
Au 31 décembre 2018						
Actifs dérivés de gré à gré	1 309 \$	– \$	1 309 \$	(1 167) \$	– \$	142 \$
Passifs dérivés de gré à gré	(1 577)	–	(1 577)	1 167	–	(410)
Total	(268) \$	– \$	(268) \$	– \$	– \$	(268) \$

Participations dans des fonds sous-jacents (note 4)

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires sur les placements du Portefeuille dans des fonds sous-jacents, lorsque les participations représentent plus de 20 % de chacun des fonds sous-jacents, aux 31 décembre 2019 et 2018 :

Les fonds de la famille de fonds Investissements Renaissance sont des fiducies de fonds communs de placement constituées en vertu des lois de l'Ontario et dont le siège social est situé au 18 York Street, Suite 1300, Toronto (Ontario) M5J 2T8.

Au 31 décembre 2019

Titre	% de l'actif net	Origine et établissement principal	% de la participation
Mandat privé de revenu fixe multisectoriel Renaissance	13,1	Canada	23,2
Mandat privé d'actifs réels Renaissance	14,1	Canada	25,7

Au 31 décembre 2018

Titre	% de l'actif net	Origine et établissement principal	% de la participation
Mandat privé de revenu fixe multisectoriel Renaissance	13,2	Canada	22,5
Mandat privé d'actifs réels Renaissance	14,1	Canada	29,2

Portefeuille de revenu élevé

Risques liés aux instruments financiers

Objectif de placement : le Portefeuille de revenu élevé (*Portefeuille*) cherche à procurer un revenu et des possibilités modérées de plus-value du capital en investissant principalement dans des parts de fonds communs de placement canadiens et mondiaux.

Stratégies de placement : Le Portefeuille investit principalement dans des parts de fonds communs de placement gérés par le gestionnaire ou ses sociétés affiliées. Le Portefeuille a, dans des conditions du marché normales, une composition de l'actif stratégique à long terme de titres à revenu fixe (20 % – 50 %) et d'actions (50 % – 80 %). Le conseiller en valeurs peut examiner et rajuster la composition de l'actif, à son entière discrétion, selon la conjoncture économique et la valeur relative du revenu et des titres de participation.

Puisque le Portefeuille investit dans des fonds sous-jacents, il peut être indirectement exposé aux risques de concentration, de crédit, de change ou de taux d'intérêt liés à ces titres. Seule l'exposition directe aux principaux risques inhérents au Portefeuille est analysée ci-après. À la note 2 des états financiers se trouvent des renseignements généraux sur la gestion des risques et une analyse détaillée des risques de concentration, de crédit, de change, de taux d'intérêt, d'illiquidité et d'autres risques de prix/de marché.

Dans les tableaux sur les risques suivants, l'actif net est défini comme étant l'« Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables ».

Risque de concentration aux 31 décembre 2019 et 2018

L'inventaire du portefeuille présente les titres détenus par le Portefeuille au 31 décembre 2019.

Le tableau qui suit présente les secteurs de placements dans lesquels investissait le Portefeuille au 31 décembre 2018 et regroupe les titres par type d'actif, par secteur, par région ou par devise :

Au 31 décembre 2018

Répartition du portefeuille	% de l'actif net
Actions canadiennes	0,3
Actions internationales	
Chili	0,4
Israël	0,4
États-Unis	0,7
Obligations internationales	
Brésil	0,7
Chili	1,5
Nouvelle-Zélande	0,8
États-Unis	0,5
Fonds communs de placement	
Obligations canadiennes	11,9
Actions canadiennes	22,6
Obligations internationales	18,6
Actions internationales	34,2
Placements à court terme	6,0
Marge	0,3
Autres actifs, moins les passifs	1,1
Total	100,0

Risque de crédit

Les notes de crédit représentent un regroupement des notes accordées par divers fournisseurs de services externes et peuvent faire l'objet de modifications qui peuvent être importantes.

Voir l'inventaire du portefeuille pour connaître les contreparties aux contrats sur instruments dérivés de gré à gré, le cas échéant.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, le Portefeuille avait investi dans des titres de créance assortis des notes de crédit suivantes :

	% de l'actif net	
Titres de créance par note de crédit (note 2b)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
'AAA'	6,9	6,5
'AA'	—	0,8
'A'	1,1	1,5
'BBB'	0,7	—
Inférieur à BBB	0,3	0,7
Total	9,0	9,5

Risque de change

Les tableaux qui suivent indiquent les devises dans lesquelles la pondération du Portefeuille était importante aux 31 décembre 2019 et 2018, compte tenu de la valeur de marché des instruments financiers du Portefeuille (y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie) et des montants en capital sous-jacents des contrats de change à terme, le cas échéant.

Au 31 décembre 2019

Devise (note 2m)	Risque de change total* (en milliers de dollars)	% de l'actif net
INR	8 666	1,1
IDR	7 424	1,0
MXN	5 106	0,7
RUB	4 056	0,5
NOK	3 707	0,5
EUR	(6 886)	(0,9)

* Les montants tiennent compte de la valeur comptable des éléments monétaires et non monétaires (y compris le notionnel des contrats de change à terme, le cas échéant).

Au 31 décembre 2018

Devise (note 2m)	Risque de change total* (en milliers de dollars)	% de l'actif net
NOK	5 867	0,9
IDR	5 678	0,9
MXN	4 346	0,7
SEK	4 122	0,7
RUB	4 042	0,7
INR	2 920	0,5
ILS	(2 853)	(0,5)
EUR	(6 187)	(1,0)

* Les montants tiennent compte de la valeur comptable des éléments monétaires et non monétaires (y compris le notionnel des contrats de change à terme, le cas échéant).

Le tableau qui suit indique dans quelle mesure l'actif net aux 31 décembre 2019 et 2018 aurait diminué ou augmenté si le dollar canadien s'était raffermi ou affaibli de 1 % par rapport à toutes les devises. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées. En pratique, les résultats réels peuvent différer de cette analyse et l'écart peut être important.

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Incidence sur l'actif net (en milliers de dollars)	188	183

Risque de taux d'intérêt

Les actifs et passifs à court terme du Portefeuille n'étaient pas assujettis à un risque important attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Le tableau qui suit indique la pondération du Portefeuille dans les titres à revenu fixe selon la durée résiduelle jusqu'à l'échéance.

	31 décembre 2019 (en milliers de dollars)	31 décembre 2018 (en milliers de dollars)
Durée résiduelle jusqu'à l'échéance		
3 ans à 5 ans	2 057	4 219
Plus de 5 ans	14 215	17 382
Total	16 272	21 601

Le tableau qui suit montre dans quelle mesure l'actif net aux 31 décembre 2019 et 2018 aurait augmenté ou diminué si le taux d'intérêt avait diminué ou augmenté de 25 points de base, en supposant un déplacement parallèle de la courbe de rendement. Cette variation est estimée au moyen de la durée moyenne pondérée du portefeuille de titres à revenu fixe. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées. En pratique, les résultats réels peuvent différer de cette analyse et l'écart peut être important.

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Incidence sur l'actif net (en milliers de dollars)	282	335

Portefeuille de revenu élevé

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité s'entend du risque que le Portefeuille éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers. Le Portefeuille est exposé aux rachats en trésorerie quotidiens de parts rachetables. Le Portefeuille conserve des liquidités suffisantes pour financer les rachats attendus.

À l'exception des contrats dérivés, le cas échéant, tous les passifs financiers du Portefeuille sont des passifs à court terme venant à échéance au plus tard 90 jours après la date de clôture.

Dans le cas des portefeuilles qui détiennent des contrats dérivés dont la durée jusqu'à l'échéance excède 90 jours à partir de la date de clôture, des renseignements additionnels relatifs à ces contrats se trouvent dans les annexes des dérivés qui suivent l'inventaire du portefeuille.

Autres risques de prix/de marché

Le tableau qui suit indique dans quelle mesure l'actif net aux 31 décembre 2019 et 2018 aurait respectivement augmenté ou diminué si la valeur de l'indice ou des indices de référence du Portefeuille s'était raffermie ou affaiblie de 1 %. Cette variation est estimée d'après la corrélation historique entre le rendement des parts de catégorie T5 du Portefeuille et celui de l'indice ou des indices de référence du Portefeuille, d'après 36 données mensuelles, selon leur disponibilité, reposant sur les rendements nets mensuels du Portefeuille. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées. La corrélation historique peut ne pas être représentative de la corrélation future et, par conséquent, l'incidence sur l'actif net peut être très différente.

L'indice mixte du Portefeuille a été remplacé au cours de la période afin de mieux rendre compte de la composition stratégique de l'actif du Portefeuille. L'indice mixte actuel et l'indice mixte précédent du Portefeuille sont présentés dans le tableau suivant.

Indice de référence	Incidence sur l'actif net (en milliers de dollars)	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Indice mondial MSCI	3 429	1 526
22,9 % de l'indice de dividendes composé S&P/TSX	7 815	s.o.
20,2 % de l'indice mondial MSCI		
13,2 % de l'indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond		
12 % de l'indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada		
7,1 % de l'indice Dow Jones Brookfield Global Infrastructure		
7 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada		
5,6 % de l'indice FTSE EPRA/NAREIT Developed Real Estate (Net)		
5,3 % de l'indice des obligations globales à court terme FTSE Canada		
5,3 % de l'indice mondial des obligations d'État FTSE (couvert en \$ CA)		
1,0 % de l'indice Bank of America Merrill Lynch Global High Yield		
0,4 % de l'indice Bank of America Merrill Lynch Global Broad Market Corporate		
<i>(indice de référence mixte actuel)</i>		
22,9 % de l'indice de dividendes composé S&P/TSX	s.o.	3 869
20,2 % de l'indice mondial MSCI		
13,2 % de l'indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond		
12 % de l'indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada		
7,1 % de l'indice Dow Jones Brookfield Global Infrastructure		
7 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada		
5,6 % de l'indice FTSE EPRA/NAREIT Developed Real Estate (Net)		
5,3 % de l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate Bond		
5,3 % de l'indice des obligations globales à court terme FTSE Canada		
1,0 % de l'indice Bank of America Merrill Lynch Global High Yield		
0,4 % de l'indice Bank of America Merrill Lynch Global Broad Market Corporate		
<i>(indice de référence mixte précédent)</i>		

Évaluation de la juste valeur des instruments financiers

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des données utilisées aux 31 décembre 2019 et 2018 dans l'évaluation des actifs et des passifs financiers du Portefeuille, comptabilisés à la juste valeur :

Au 31 décembre 2019

Classement	Niveau 1 (i) (en milliers de dollars)	Niveau 2 (ii) (en milliers de dollars)	Niveau 3 (iii) (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Actifs financiers				
Titres à revenu fixe	—	16 272	—	16 272
Placements à court terme	—	53 130	—	53 130
Actions	14 668	—	—	14 668
Fonds communs de placement	673 053	—	—	673 053
Actifs dérivés	212	1 338	—	1 550
Total des actifs financiers	687 933	70 740	—	758 673
Passifs financiers				
Passifs dérivés	(506)	(1 020)	—	(1 526)
Total des passifs financiers	(506)	(1 020)	—	(1 526)
Total des actifs et des passifs financiers	687 427	69 720	—	757 147

(i) Cours publiés sur des marchés actifs pour des actifs identiques

(ii) Autres données observables importantes

(iii) Données non observables importantes

Au 31 décembre 2018

Classement	Niveau 1 (i) (en milliers de dollars)	Niveau 2 (ii) (en milliers de dollars)	Niveau 3 (iii) (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Actifs financiers				
Titres à revenu fixe	—	21 601	—	21 601
Placements à court terme	—	37 377	—	37 377
Actions	11 116	—	—	11 116
Fonds communs de placement	541 879	—	—	541 879
Actifs dérivés	1 088	1 309	—	2 397
Total des actifs financiers	554 083	60 287	—	614 370
Passifs financiers				
Passifs dérivés	(467)	(1 577)	—	(2 044)
Total des passifs financiers	(467)	(1 577)	—	(2 044)
Total des actifs et des passifs financiers	553 616	58 710	—	612 326

(i) Cours publiés sur des marchés actifs pour des actifs identiques

(ii) Autres données observables importantes

(iii) Données non observables importantes

Transfert d'actifs entre le niveau 1 et le niveau 2

Le transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 1 au niveau 2 découle du fait que ces titres ne sont plus négociés sur un marché actif.

Il n'y a eu aucun transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 1 au niveau 2 au cours des périodes closes les 31 décembre 2019 et 2018.

Le transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 2 au niveau 1 découle du fait que ces titres sont dorénavant négociés sur un marché actif.

Il n'y a eu aucun transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 2 au niveau 1 au cours des périodes closes les 31 décembre 2019 et 2018.

Rapprochement des variations des actifs et des passifs financiers — niveau 3

Le Portefeuille ne détenait pas de placements de niveau 3 au début, au cours ou à la fin de l'une ou l'autre des périodes.

Notes des états financiers

Aux dates et pour les périodes présentées dans les états financiers (note 1)

1. Organisation des Fonds et périodes de présentation de l'information financière

Les Fonds communs Impérial sont composés du Fonds commun marché monétaire Impérial, du Fonds commun d'obligations à court terme Impérial, du Fonds commun d'obligations canadiennes Impérial, du Fonds commun de revenu diversifié canadien Impérial, du Fonds commun d'obligations internationales Impérial, du Fonds commun d'actions à revenu élevé Impérial, du Fonds commun de revenu de dividendes canadiens Impérial, du Fonds commun de revenu d'actions mondiales Impérial, du Fonds commun d'actions canadiennes Impérial, du Fonds commun d'actions US Impérial, du Fonds commun d'actions internationales Impérial, du Fonds commun d'actions outre-mer Impérial et du Fonds commun économies émergentes Impérial (individuellement, un *Fonds* et collectivement, les *Fonds*).

Les Portefeuilles axés sur la production de revenu comprennent le Portefeuille de revenu prudent, le Portefeuille de revenu équilibré et le Portefeuille de revenu élevé (individuellement, un *Portefeuille* et collectivement, les *Portefeuilles*).

Chacun des Fonds et Portefeuilles axés sur la production de revenu Impérial (individuellement, un *Fonds* et collectivement, les *Fonds*) est une fiducie de fonds communs de placement constituée en vertu des lois de l'Ontario et régie selon une déclaration de fiducie (*déclaration de fiducie*). Le siège social des Fonds est situé au 18, York Street, Suite 1300, Toronto (Ontario).

La Banque Canadienne Impériale de Commerce (*Banque CIBC*) est le gestionnaire (*gestionnaire*) des Fonds et la Compagnie Trust CIBC est le fiduciaire (*fiduciaire*) des Fonds. Chaque Fonds peut émettre un nombre illimité de catégories de parts et un nombre illimité de parts de chaque catégorie. À la date des présents états financiers, chacun des Fonds offrait des parts de catégorie A, le Fonds commun d'actions à revenu élevé Impérial, le Fonds commun de revenu de dividendes canadiens Impérial et le Fonds commun de revenu d'actions mondiales Impérial offraient des parts de catégorie W, le Portefeuille de revenu prudent offrait des parts des catégories T3 et T4, le Portefeuille de revenu équilibré offrait des parts des catégories T4 et T5 et le Portefeuille de revenu élevé offrait des parts des catégories T5 et T6.

La date à laquelle chaque Fonds a été créé aux termes d'une déclaration de fiducie (*date de création*) et la date à laquelle les parts de chaque Fonds ont été vendues au public pour la première fois (*date de début des activités*) sont indiquées à la note intitulée *Organisation du Fonds* des états de la situation financière.

L'inventaire du portefeuille de chacun des Fonds est au 31 décembre 2019. Les états de la situation financière de chaque Fonds sont présentés aux 31 décembre 2019 et 2018, tandis que les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables et les tableaux des flux de trésorerie sont établis pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, sauf pour les Fonds créés au cours de l'une ou l'autre de ces périodes, auquel cas l'information présentée couvre la période qui s'étend de la date de création ou de la date de début des activités jusqu'au 31 décembre 2019 ou 2018.

Les présents états financiers ont été approuvés aux fins de publication par le gestionnaire le 5 mars 2020.

2. Sommaire des principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (*IFRS*) publiées par l'International Accounting Standards Board (*IASB*).

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation selon le principe du coût historique. Cependant, chaque Fonds est une entité d'investissement, et essentiellement tous les actifs et passifs financiers sont évalués à la juste valeur selon les Normes internationales d'information financière. Par conséquent, les méthodes comptables utilisées par les Fonds pour l'évaluation de la juste valeur des placements et des dérivés sont conformes aux méthodes utilisées pour évaluer la valeur liquidative aux fins des opérations avec les porteurs de parts. Pour l'application des Normes internationales d'information financière (*IFRS*), les présents états financiers comprennent des estimations et des hypothèses formulées par la direction qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif, du passif, des produits et des charges au cours des périodes considérées. Toutefois, les circonstances existantes et les hypothèses peuvent changer en raison de changements sur les marchés ou de circonstances indépendantes de la volonté des Fonds. Ces changements sont pris en compte dans les hypothèses lorsqu'ils surviennent.

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle des Fonds (à moins d'indication contraire).

a) Instruments financiers

Classement et comptabilisation des instruments financiers

Selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*, les Fonds classent les actifs financiers dans l'une de trois catégories en fonction du modèle économique de l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Ces catégories sont les suivantes :

- *Coût amorti* – Actifs détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie et où les flux de trésorerie contractuels des actifs correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêt (*critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels*). L'amortissement de l'actif est calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- *Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)* – Actifs financiers comme des titres de créance qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers. Les profits et les pertes sont reclassés au résultat net lors de la décomptabilisation dans le cas de titres de créance, mais demeurent dans les autres éléments du résultat global dans le cas de titres de participation.
- *Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)* – Un actif financier est évalué à la JVRN, sauf s'il est évalué au coût amorti ou à la JVAERG. Les contrats sur instruments dérivés sont évalués à la JVRN. Les profits et pertes de tous les instruments classés à la JVRN sont comptabilisés au résultat net.

Les passifs financiers sont classés à la JVRN lorsqu'ils satisfont à la définition de titres détenus à des fins de transaction ou lorsqu'ils sont désignés à la JVRN lors de la comptabilisation initiale en utilisant l'option de la juste valeur.

Le gestionnaire a évalué les modèles économiques des Fonds et a déterminé que le portefeuille d'actifs et de passifs financiers du Fonds est géré et sa performance est évaluée à la juste valeur, conformément aux stratégies de gestion du risque et de placement des Fonds; par conséquent, le classement et l'évaluation des actifs financiers se font à la JVRN.

Tous les Fonds ont l'obligation contractuelle de procéder à des distributions en espèces aux porteurs de parts. Par conséquent, l'obligation de chaque Fonds relative à l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables constitue un passif financier et est présentée au montant des rachats.

b) Gestion des risques

L'approche globale des Fonds en ce qui concerne la gestion des risques repose sur des lignes directrices officielles qui régissent l'ampleur de l'exposition à divers types de risques, y compris la diversification au sein des catégories d'actifs et les limites quant à l'exposition aux placements et aux contreparties. En outre, des instruments financiers dérivés peuvent servir à gérer l'exposition à certains risques. Le gestionnaire dispose également de divers contrôles internes pour surveiller les activités de placement des Fonds, notamment la surveillance de la conformité aux objectifs et aux stratégies de placement, des directives internes et la réglementation sur les valeurs mobilières. Se reporter à l'*Annexe à l'inventaire du portefeuille* de chaque Fonds pour connaître les informations précises sur les risques.

Juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur, laquelle est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Se reporter aux notes 3a à 3f pour l'évaluation de chaque type d'instrument financier détenu par les Fonds. La juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date de présentation de l'information financière. Les Fonds utilisent le dernier cours négocié pour les actifs financiers et les passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours négocié ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le prix qui est le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause.

La juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation.

Les Fonds classent les évaluations de la juste valeur selon une hiérarchie qui place au plus haut niveau les cours non ajustés publiés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (niveau 3). Les trois niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

- Niveau 1 : Cours (non ajustés) publiés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation;
- Niveau 2 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif, autres que les cours inclus au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 : Données d'entrée non observables concernant l'actif ou le passif.

Si des données d'entrée sont utilisées pour évaluer la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le classement dans la hiérarchie est déterminé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance pour l'évaluation de la juste valeur. Le classement dans la hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs de chaque Fonds se trouve à l'*Annexe à l'inventaire du portefeuille*.

La valeur comptable de tous les actifs et passifs non liés aux placements s'approche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur est classée au niveau 1 lorsque le titre ou le dérivé en question est négocié activement et que le cours est disponible. Lorsqu'un instrument classé au niveau 1 cesse ultérieurement d'être négocié activement, il est sorti du niveau 1. Dans ces cas, les instruments sont reclassés au niveau 2, sauf si l'évaluation de la juste valeur fait intervenir l'utilisation de données d'entrée non observables importantes, auquel cas ils sont classés au niveau 3.

Le gestionnaire est responsable de l'exécution des évaluations de la juste valeur qui se trouvent dans les états financiers d'un Fonds, y compris les évaluations classées au niveau 3. Le gestionnaire obtient les cours de fournisseurs tiers de services d'évaluation des cours et ces cours sont mis à jour quotidiennement. Chaque date de clôture, le gestionnaire examine et approuve toutes les évaluations de la juste valeur classées au niveau 3. Un comité d'évaluation se réunit tous les trimestres afin d'examiner en détail les évaluations des placements détenus par les Fonds, dont les évaluations classées au niveau 3.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier, comme un titre à revenu fixe ou un contrat dérivé, ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement qu'elle a conclu avec le Fonds. La valeur des titres à revenu fixe et des dérivés présentés à l'inventaire du portefeuille tient compte de la solvabilité de l'émetteur et correspond donc au risque maximal de crédit auquel les Fonds sont exposés. Certains Fonds peuvent investir dans des titres à revenu fixe à court terme émis ou garantis principalement par le gouvernement du Canada ou par un gouvernement provincial canadien, des obligations de banques à charte ou de sociétés de fiducie canadiennes et du papier commercial assortis de notations de crédit reconnues. Le risque de défaut sur ces titres à revenu fixe à court terme est réputé faible, leur note de crédit s'établissant principalement à A-1 (faible) ou à une note plus élevée (selon S&P Global Ratings, division de S&P Global, ou selon une note équivalente accordée par un autre service de notation).

Les notes des obligations apparaissant dans la sous-section « Risque de crédit » de la section « Risques liés aux instruments financiers » des Fonds représentent des notes recueillies et publiées par des fournisseurs tiers reconnus. Ces notes utilisées par le gestionnaire, bien qu'obtenues de fournisseurs compétents et reconnus pour leurs services de notation d'obligations, peuvent différer de celles utilisées directement par le conseiller en valeurs ou les sous-conseillers. Les notes utilisées par le conseiller en valeurs ou les sous-conseillers pourraient être plus ou moins élevées que celles utilisées pour les informations à fournir concernant les risques dans les états financiers, conformément aux lignes directrices en matière de politique de placement du conseiller en valeurs ou des sous-conseillers.

Les Fonds peuvent participer à des opérations de prêt de titres. Le risque de crédit lié aux opérations de prêt de titres est limité, car la valeur de la trésorerie ou des titres détenus en garantie par les Fonds relativement à ces opérations correspond à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés. La garantie et les titres prêtés sont évalués à la valeur de marché chaque jour ouvrable. De plus amples renseignements sur les garanties et les titres prêtés se trouvent aux notes des états de la situation financière et à la note 2j.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des taux de change. Les fonds communs de placement peuvent investir dans des titres libellés ou négociés dans des monnaies autres que la monnaie de présentation du Fonds.

Risque de taux d'intérêt

Le prix d'un titre à revenu fixe augmente généralement lorsque les taux d'intérêt diminuent et baisse lorsque les taux d'intérêt augmentent. C'est ce qu'on appelle le risque de taux d'intérêt. Les prix des titres à revenu fixe à long terme fluctuent généralement davantage en réaction à des variations des taux d'intérêt que les prix des titres à revenu fixe à court terme. Compte tenu de la nature des titres à revenu fixe à court terme assortis d'une durée jusqu'à l'échéance de moins de un an, ces placements ne sont habituellement pas exposés à un risque important que leur valeur fluctue en réponse aux changements des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Risque d'illiquidité

Les Fonds sont exposés aux rachats au comptant quotidiens de parts rachetables. De façon générale, les Fonds conservent suffisamment de positions en trésorerie et en équivalents de trésorerie pour maintenir une liquidité appropriée. Toutefois, le risque d'illiquidité comprend également la capacité de vendre un actif au comptant facilement et à un prix équitable. Certains titres ne sont pas liquides en raison de restrictions juridiques sur leur revente, de la nature du placement ou simplement d'un manque d'acheteurs intéressés pour un titre donné ou un type de titre. Certains titres peuvent devenir moins liquides en raison de fluctuations de la conjoncture des marchés, comme des variations des taux d'intérêt ou la volatilité des marchés, qui pourraient empêcher un Fonds de vendre ces titres rapidement ou à un prix équitable. La difficulté à vendre des titres pourrait entraîner une perte ou une diminution du rendement pour le Fonds.

Autres risques de prix/de marché

Les autres risques de prix/de marché sont les risques que la valeur des placements fluctue en raison des variations de la conjoncture de marché. Plusieurs facteurs peuvent influencer sur les tendances du marché, comme l'évolution de la conjoncture économique, les variations de taux d'intérêt, les changements politiques et les catastrophes. Tous les placements sont exposés à d'autres risques de prix/de marché.

c) Opérations de placement, constatation des revenus et constatation des profits (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s

- i) Les intérêts aux fins de distribution présentés aux états du résultat global représentent le versement d'intérêts reçu par le Fonds et comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les Fonds n'amortissent pas les primes payées ou les escomptes reçus à l'achat de titres à revenu fixe, à l'exception des obligations zéro coupon qui sont amorties selon la méthode linéaire.
- ii) Le revenu de dividendes est constaté à la date ex-dividende.
- iii) Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de transaction. Les titres négociés en Bourse sont comptabilisés à la juste valeur établie selon le dernier cours lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Les titres de créance sont comptabilisés à la juste valeur, établie selon le dernier cours négocié sur le marché de gré à gré lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours négocié ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le prix qui est le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause. Les titres non cotés sont comptabilisés à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation de la juste valeur déterminées par le gestionnaire dans l'établissement de la juste valeur.
- iv) Les profits et pertes réalisés sur les placements et la plus-value ou la moins-value latente des placements sont calculés en fonction du coût moyen des placements correspondants, moins les coûts de transaction.
- v) Les autres revenus représentent la somme de tous les revenus autres que ceux qui sont classés séparément dans les états du résultat global, moins les coûts de transaction.

d) Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans les états de la situation financière s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a une intention, soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Le cas échéant, des renseignements additionnels se trouvent au tableau *Contrats de compensation* à l'*Annexe à l'inventaire du portefeuille*. Cette annexe présente les dérivés de gré à gré qui peuvent faire l'objet d'une compensation.

e) Titres en portefeuille

Le coût des titres d'un Fonds est établi de la façon suivante : les titres sont acquis et vendus à un cours négocié pour établir la valeur de la position négociée. La valeur totale acquise représente le coût total du titre pour le Fonds. Lorsque des unités additionnelles d'un titre sont acquises, le coût de ces unités additionnelles est ajouté au coût total du titre. Lorsque des unités d'un titre sont vendues, le coût proportionnel des unités du titre vendu est déduit du coût total du titre. Si le titre fait l'objet d'un remboursement de capital, ce dernier est déduit du coût total du titre. Cette méthode de suivi du coût du titre est connue sous l'appellation « méthode du coût moyen » et le coût total actuel d'un titre est désigné par l'expression « prix de base rajusté » ou « PBR » du titre. Les coûts de transaction engagés au moment des opérations sur portefeuille sont exclus du coût moyen des placements et sont constatés immédiatement en résultat net et présentés à titre d'élément distinct des charges dans les états financiers.

L'écart entre la juste valeur des titres et leur coût moyen, moins les coûts de transaction, représente la plus-value (moins-value) latente de la valeur des placements du portefeuille. La variation de la plus-value (moins-value) latente des placements pour la période visée est incluse dans les états du résultat global.

Les placements à court terme sont présentés à leur coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, dans l'inventaire du portefeuille. Les intérêts courus sur les obligations sont présentés distinctement dans les états de la situation financière.

Notes des états financiers

f) Conversion des devises

La valeur des placements et des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des Fonds, aux taux courants en vigueur à chaque date d'évaluation (à moins d'indication contraire).

Les achats et les ventes de placements, ainsi que les produits et les charges, sont convertis en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des Fonds, aux taux de change en vigueur à la date des opérations en question. Les profits ou les pertes de change sur les placements et les opérations donnant lieu à un revenu sont inscrits dans les états du résultat global à titre de profit net réalisé (perte nette réalisée) de change.

g) Contrats de change à terme

Les Fonds peuvent conclure des contrats de change à terme à des fins de couverture ou autres que de couverture lorsque cette activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes en valeurs mobilières.

La variation de la juste valeur des contrats de change à terme est comprise dans les actifs et passifs dérivés dans les états de la situation financière et constatée au poste Augmentation (diminution) de la plus-value (moins-value) latente sur les placements et les dérivés au cours de la période considérée dans les états du résultat global.

Le profit ou la perte découlant de l'écart entre la valeur du contrat de change à terme initial et la valeur de ce contrat à la clôture ou à la livraison est réalisé et comptabilisé à titre de profit net (perte nette) réalisé(e) de change pour les Fonds qui utilisent les contrats de change à terme à des fins de couverture ou à titre de profit (perte) sur dérivés pour les Fonds qui n'utilisent pas ces contrats à des fins de couverture.

h) Contrats à terme standardisés

Les Fonds peuvent conclure des contrats à terme standardisés à des fins de couvertures ou autres que de couvertures lorsque cette activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Les dépôts de garantie auprès des courtiers relativement aux contrats à terme standardisés sont inclus dans le montant de la marge dans les états de la situation financière. Toute variation du montant de la marge est réglée quotidiennement et incluse dans les montants à recevoir pour les titres en portefeuille vendus ou dans les montants à payer pour les titres en portefeuille achetés dans les états de la situation financière.

L'écart entre la valeur de règlement à la fermeture des bureaux chaque date d'évaluation et la valeur de règlement à la fermeture des bureaux à la date d'évaluation précédente est constaté au poste Profit (perte) sur dérivés dans les états du résultat global.

i) Options

Les Fonds peuvent conclure des contrats d'options à des fins de couvertures ou autres que de couvertures lorsque cette activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Les primes versées sur les options d'achat et les options de vente sont constatées dans les actifs dérivés et évaluées par la suite à la juste valeur dans les états de la situation financière. Lorsqu'une option d'achat position acheteur arrive à échéance, le Fonds subit une perte correspondant au coût de l'option. Pour une opération de liquidation, le Fonds réalise un profit ou une perte selon que le produit est supérieur ou inférieur au montant de la prime payée lors de l'achat. À l'exercice d'une option d'achat position acheteur, le coût du titre acheté est majoré du montant de la prime payée au moment de l'achat.

Les primes touchées sur les options position vendeur sont constatées dans les passifs dérivés et évaluées par la suite à la juste valeur dans les états de la situation financière à titre de diminution initiale de la valeur des placements. Les primes reçues sur les options position vendeur qui arrivent à échéance sans avoir été exercées sont constatées à titre de profits réalisés et présentées à titre de profit net (perte nette) à la vente de placements et de dérivés dans les états du résultat global. Pour une opération de liquidation, si le coût pour dénouer l'opération est supérieur à la prime reçue, le Fonds comptabilise une perte réalisée. Par contre, si la prime reçue lorsque l'option a été vendue est supérieure au montant payé, le Fonds comptabilise un profit réalisé qui est présenté à titre de profit net (perte nette) à la vente de placements et de dérivés. Si une option de vente position vendeur est exercée, le coût du titre livré est réduit du montant des primes reçues au moment où l'option a été vendue.

j) Prêt de titres

Un Fonds peut prêter des titres en portefeuille afin de dégager des revenus supplémentaires qui sont présentés dans les états du résultat global. Les actifs prêtés d'un Fonds ne peuvent dépasser 50 % de la juste valeur de l'actif de ce Fonds (compte non tenu du bien affecté en garantie des titres prêtés). Selon les exigences du *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif*, la garantie minimale permise est de 102 % de la juste valeur des titres prêtés. Une garantie peut se composer de ce qui suit :

- i) Trésorerie.
- ii) Titres admissibles.
- iii) Des lettres de crédit irrévocables émises par une institution financière canadienne, qui n'est pas la contrepartie, ou un membre du groupe de la contrepartie, du Fonds dans le cadre de la transaction, pour autant que les titres de créance de l'institution financière canadienne notés comme dette à court terme par une agence de notation agréée aient une note de crédit approuvée.
- iv) Les titres qui sont immédiatement convertibles en titres du même émetteur, de la même catégorie ou du même type et dont l'échéance est identique à celle des titres prêtés.

La juste valeur des titres prêtés est établie à la clôture d'une date d'évaluation, et toute garantie additionnelle exigée est livrée au Fonds le jour ouvrable suivant. Les titres prêtés continuent d'être inclus dans l'inventaire du portefeuille et figurent dans la valeur totale dans les états de la situation financière dans les placements (actifs financiers non dérivés) à la juste valeur. Le cas échéant, les opérations de prêt de titres d'un Fonds sont présentées dans la note intitulée *Prêt de titres* des états de la situation financière.

Selon le Règlement 81-106 sur l'information continue, il est nécessaire de présenter un rapprochement du résultat brut des opérations de prêt de titres du Fonds et du revenu tiré des opérations de prêt de titres présenté dans les états du résultat global du Fonds. Le montant brut découlant des opérations de prêt de titres comprend les intérêts versés sur la garantie, les retenues d'impôt déduites, les honoraires payés à l'agent chargé des prêts du Fonds et le revenu tiré du prêt de titres reçu par le Fonds. S'il y a lieu, le rapprochement se trouve dans les notes de bas de tableau des états du résultat global.

k) Fonds à catégories multiples

Les profits ou les pertes en capital réalisés ou latents, les produits et les charges communes (autres que les charges d'exploitation et les frais de gestion propres à une catégorie) du Fonds sont attribués aux porteurs de parts chaque date d'évaluation proportionnellement à la valeur liquidative respective du jour précédent, laquelle tient compte des opérations effectuées par le porteur de parts ce jour-là, pour chaque catégorie de parts à la date de l'attribution. Toutes les charges d'exploitation et tous les frais de gestion propres à une catégorie n'ont pas besoin d'être attribués. Toutes les charges d'exploitation propres à une catégorie sont prises en charge par le gestionnaire et recouvrées auprès des Fonds.

l) Prêts et créances, autres actifs et passifs

Les prêts et créances et autres actifs et passifs sont comptabilisés au coût, qui s'approche de leur juste valeur, à l'exception de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables qui est présenté à la valeur de rachat.

m) Légende des abréviations

Voici les abréviations (conversion de devises et autres) qui peuvent être utilisées dans l'inventaire du portefeuille :

Abréviation des devises

AED	— Dirham émirien	JPY	— Yen japonais
ARS	— Peso argentin	KES	— Shilling kényan
AUD	— Dollar australien	KRW	— Won sud-coréen
BRL	— Real brésilien	MAD	— Dirham marocain
CAD	— Dollar canadien	MXN	— Peso mexicain
CHF	— Franc suisse	MYR	— Ringgit malais
CLP	— Peso chilien	NOK	— Couronne norvégienne

CNY	– Renminbi chinois	NZD	– Dollar néo-zélandais
COP	– Peso colombien	PHP	– Peso philippin
CZK	– Couronne tchèque	PLN	– Zloty polonais
DKK	– Couronne danoise	RUB	– Rouble russe
EGP	– Livre égyptienne	RON	– Leu roumain
EUR	– Euro	SEK	– Couronne suédoise
GBP	– Livre sterling	SGD	– Dollar de Singapour
GEL	– Georgian Lari	THB	– Thai Baht
HKD	– Dollar de Hong Kong	THB	– Baht thaïlandais
HUF	– Forint hongrois	TRY	– Livre turque
IDR	– Rupiah indonésienne	TWD	– Dollar de Taïwan
ILS	– Shekel israélien	USD	– Dollar américain
INR	– Roupie indienne	ZAR	– Rand sud-africain

Autres abréviations

CAAÉ	– Certificat américain d'actions étrangères	FNB	– Fonds négocié en Bourse
OVC	– Obligation à valeur conditionnelle	CIAÉ	– Certificat international d'actions étrangères
ELN	– Billet lié à des titres de participation	NVDR	– Certificat représentatif d'actions étrangères sans droit de vote

n) Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part de chaque catégorie, est obtenue en divisant l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (à l'exclusion des distributions), présentée dans les états du résultat global, par le nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.

3. Évaluation des placements

La date d'évaluation (*date d'évaluation*) d'un Fonds correspond à un jour ouvrable au siège social du gestionnaire. Le gestionnaire peut, à son gré, fixer d'autres dates d'évaluation.

La juste valeur des placements ou des actifs d'un Fonds est calculée comme suit :

a) Trésorerie et autres actifs

La trésorerie, les débiteurs, les dividendes à recevoir, les distributions à recevoir et les intérêts à recevoir sont évalués à la juste valeur ou à leur coût comptabilisé, plus ou moins toute opération de change entre la constatation de l'actif par le Fonds et la date d'évaluation actuelle, qui se rapproche de la juste valeur.

b) Obligations, débiteurs et autres titres de créance

Les obligations, débiteurs et autres titres de créance sont évalués à la juste valeur d'après le dernier cours fourni par un fournisseur reconnu à la clôture des opérations à une date d'évaluation donnée, lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur du jour, le gestionnaire déterminera alors le prix qui est le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause.

c) Titres cotés en Bourse, titres non cotés en Bourse et juste valeur des titres étrangers

Les titres cotés ou négociés en Bourse sont évalués à la juste valeur selon le dernier cours, lorsque le dernier cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour, ou, s'il n'y a pas de cours négocié en Bourse ou lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur du jour et dans le cas de titres négociés sur un marché de gré à gré, à la juste valeur telle qu'elle est déterminée par le gestionnaire comme base d'évaluation appropriée. Dans un tel cas, une juste valeur est établie par le gestionnaire pour déterminer la valeur actuelle. Si des titres sont intercotés ou négociés sur plus d'une Bourse ou d'un marché, le gestionnaire a recours au marché principal ou à la Bourse principale pour déterminer la juste valeur de ces titres.

La juste valeur des parts de chaque fonds commun de placement dans lequel un Fonds investit est établie au moyen de la valeur liquidative la plus récente déterminée par le fiduciaire ou le gestionnaire du fonds commun de placement à la date d'évaluation.

Les titres non cotés en Bourse sont évalués à la juste valeur d'après le dernier cours tel qu'il est fixé par un courtier reconnu, ou le gestionnaire peut décider d'un prix qui reflète plus précisément la juste valeur de ces titres, s'il estime que le dernier cours ne reflète pas la juste valeur.

L'évaluation à la juste valeur est conçue pour éviter les cours périmés et pour fournir une juste valeur plus exacte, et elle peut servir de dissuasion contre les opérations nuisibles à court terme ou excessives effectuées dans le Fonds. Lorsque des titres cotés ou négociés en Bourse ou sur un marché qui ferme avant les marchés ou les Bourses d'Amérique du Nord ou d'Amérique du Sud sont évalués par le gestionnaire à leur juste valeur marchande, plutôt qu'à leurs cours cotés ou publiés, les cours des titres utilisés pour calculer l'actif net ou la valeur liquidative du Fonds peuvent différer des cours cotés ou publiés de ces titres.

d) Instruments dérivés

Les positions longues sur options, les titres assimilables à des titres de créance et les bons de souscription inscrits sont évalués à la juste valeur au moyen du dernier cours inscrit à leur Bourse principale ou fourni par un courtier reconnu pour ces titres, lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour et que la note de crédit de chaque contrepartie (attribuée par S&P Global Ratings, division de S&P Global) est égale ou supérieure à la note de crédit minimale désignée.

Lorsqu'une option est vendue par un Fonds, la prime qu'il reçoit est comptabilisée en tant que passif évalué à un montant égal à la juste valeur actuelle de l'option qui aurait pour effet de liquider la position. La différence résultant d'une réévaluation est considérée comme un profit ou une perte latent(e) sur placement; le passif est déduit lors du calcul de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds. Les titres visés par une option de vente, le cas échéant, sont évalués de la façon décrite ci-dessus pour les titres cotés.

Les contrats à terme standardisés, les contrats à terme et les swaps sont évalués à la juste valeur selon le profit ou la perte, le cas échéant, qui serait réalisé(e) à la date d'évaluation, si la position dans les contrats à terme standardisés, les contrats à terme ou les swaps était liquidée.

La marge payée ou déposée à l'égard de contrats à terme standardisés et de contrats à terme est inscrite comme un débiteur, et une marge constituée d'actifs autres que la trésorerie est désignée comme détenue à titre de garantie.

Les autres instruments dérivés et les marges sont évalués à la juste valeur d'une manière qui, selon le gestionnaire, représente leur juste valeur.

e) Titres à négociation restreinte

Les titres à négociation restreinte acquis par un Fonds sont évalués à la juste valeur d'une manière qui, selon le gestionnaire, représente leur juste valeur.

f) Autres placements

Tous les autres placements des Fonds sont évalués à la juste valeur conformément aux lois des autorités canadiennes en valeurs mobilières, le cas échéant.

Le gestionnaire établit la valeur d'un titre ou d'un autre bien d'un Fonds pour lequel aucun cours n'est disponible ou pour lequel le cours ne reflète pas adéquatement la juste valeur en l'évaluant à sa juste valeur. Dans de tels cas, la juste valeur est établie au moyen de la technique d'évaluation à la juste valeur qui reflètent plus précisément la juste valeur établie par le gestionnaire.

Notes des états financiers

4. Participations dans les fonds sous-jacents

Les Fonds peuvent investir dans d'autres fonds d'investissement (*fonds sous-jacents*). Chaque fonds sous-jacent investit dans un portefeuille d'actifs dans le but de réaliser des rendements sous forme de revenu de placement et une plus-value du capital pour le compte de ses porteurs de parts. Chaque fonds sous-jacent finance ses activités surtout par l'émission de parts rachetables, lesquelles sont remboursables au gré du porteur de parts et donnent droit à la quote part de l'actif net du fonds sous-jacent. Les participations des Fonds dans les fonds sous-jacents détenues sous forme de parts rachetables sont présentées à l'inventaire du portefeuille à la juste valeur, ce qui représente l'exposition maximale des Fonds à ces placements. Les participations des Fonds dans les fonds sous-jacents à la fin de l'exercice précédent sont présentées à la section Risques liés aux instruments financiers – Risque de concentration dans l'Annexe à l'inventaire du portefeuille. Les distributions tirées des fonds sous-jacents sont inscrites à l'état du résultat global à titre de revenu de placement. Les profits (pertes) réalisés(e)s et la variation des profits (pertes) latents(e)s provenant des fonds sous-jacents sont également présentés aux états du résultat global. Les Fonds ne fournissent pas d'autre soutien important aux fonds sous-jacents que ce soit d'ordre financier ou autre.

Le cas échéant, le tableau *Participations dans des fonds sous-jacents* est présenté dans l'Annexe à l'inventaire du portefeuille et fournit des renseignements supplémentaires sur les placements du Fonds dans les fonds sous-jacents lorsque les participations représentent plus de 20 % de chacun des fonds sous-jacents.

5. Parts rachetables émises et en circulation

Chaque Fonds est autorisé à détenir un nombre illimité de catégories de parts et peut émettre un nombre illimité de parts de chaque catégorie. Les parts en circulation représentent le capital d'un Fonds. Chaque part est sans valeur nominale, et la valeur de chaque part correspond à l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part qui sera déterminé. Le règlement du coût des parts émises est effectué conformément à la réglementation sur les valeurs mobilières applicable au moment de l'émission. Les distributions effectuées par un Fonds et réinvesties par les porteurs de parts en parts additionnelles sont également considérées comme des parts rachetables émises par un Fonds.

Les parts sont rachetées à l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part du Fonds. Le droit de faire racheter des parts d'un Fonds peut être suspendu sur approbation des autorités canadiennes en valeurs mobilières ou lorsque la négociation normale est suspendue à une Bourse de valeurs, d'options ou de contrats à terme au Canada ou à l'étranger où sont négociés les titres ou les instruments dérivés qui constituent plus de 50 % de la valeur ou de l'exposition sous-jacente du total de l'actif du Fonds, à l'exclusion du passif d'un Fonds, et lorsque ces titres ou ces instruments dérivés ne sont pas négociés à une autre Bourse qui représente une option raisonnablement pratique pour un Fonds. Le Fonds n'est pas assujéti, en vertu de règles externes, à des exigences concernant son capital.

Le capital reçu par un Fonds est utilisé dans le cadre du mandat de placement de ce Fonds, ce qui peut inclure la capacité d'avoir les liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de rachat de parts à la demande d'un porteur de parts.

La variation des parts émises et en circulation pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 est présentée dans les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables.

6. Frais de gestion et charges d'exploitation

Les frais de gestion sont fondés sur la valeur liquidative des Fonds et calculés quotidiennement. Les frais de gestion sont payés au gestionnaire en contrepartie de la prestation de services de gestion, de placement et de conseil liés aux portefeuilles ou de dispositions prises pour la prestation de ces services. Les frais de gestion annuels maximums exprimés en pourcentage de la valeur liquidative moyenne pouvant être imputé par un Fonds sont présentés dans la note intitulée *Taux maximums annuels des frais de gestion facturables* des états du résultat global.

En plus d'être responsables des frais de gestion, les Fonds doivent acquitter toutes les charges liées à leur exploitation et à la conduite de leurs activités, ce qui peut comprendre les intérêts, les coûts d'exploitation et d'administration (autres que les frais de publicité et de promotion, qui incombent au gestionnaire), les frais de courtage, les commissions, les marges, les frais de réglementation, les honoraires versés aux membres du comité d'examen indépendant, les impôts et les taxes, les honoraires des auditeurs et les frais juridiques de même que les charges, les frais de garde, les coûts de services aux investisseurs et les coûts liés à la présentation de rapports aux porteurs de parts, de prospectus et d'autres rapports. Le gestionnaire paie toutes ces charges d'exploitation et les recouvre auprès des Fonds. Les Fonds ne versent pas d'honoraires au fiduciaire.

Le gestionnaire peut recouvrer un montant inférieur aux charges d'exploitation réelles qu'il paie, et ainsi prendre en charge des charges. Le gestionnaire peut également imputer à un Fonds un montant inférieur aux frais de gestion maximums, présentés à la note *Taux maximums annuels des frais de gestion facturables* des états du résultat global, et ainsi renoncer aux frais de gestion.

Le gestionnaire peut, en tout temps et à sa seule discrétion, cesser de prendre en charge des charges ou cesser de renoncer aux frais de gestion. Les charges d'exploitation prises en charge par le gestionnaire ou les frais de gestion auxquels il a renoncé sont présentés dans les états du résultat global.

Dans certains cas, le gestionnaire peut imputer des frais de gestion à un Fonds qui sont inférieurs aux frais de gestion qu'il a le droit d'exiger de certains investisseurs dans un Fonds. L'écart dans le montant des frais de gestion est payé par le Fonds aux investisseurs concernés à titre de distribution de parts additionnelles (*distributions des frais de gestion*) du Fonds. Les distributions des frais de gestion sont négociables entre le gestionnaire et l'investisseur et dépendent principalement de l'importance du placement de l'investisseur dans le Fonds. Les distributions des frais de gestion payées aux investisseurs admissibles n'ont pas d'incidence négative sur le Fonds ou sur tout autre investisseur du Fonds. Le gestionnaire peut augmenter ou diminuer le montant des distributions des frais de gestion pour certains investisseurs de temps à autre.

Lorsqu'un Fonds investit dans des parts d'un fonds sous-jacent, le Fonds ne verse pas en double des frais de gestion sur la partie de ses actifs qu'il investit dans des parts du fonds sous-jacent. En outre, le Fonds ne verse pas en double des frais d'acquisition ou des frais de rachat à l'égard de l'achat ou du rachat par ce dernier de parts du fonds sous-jacent. Certains fonds sous-jacents détenus par les Fonds peuvent offrir des distributions des frais de gestion. Ces distributions des frais de gestion d'un fonds sous-jacent seront versées comme il est exigé pour les versements de distributions imposables par un Fonds. Le gestionnaire d'un fonds sous-jacent peut, dans certains cas, renoncer à une partie des frais de gestion d'un fonds sous-jacent ou prendre en charge une partie des charges d'exploitation de ce dernier.

7. Impôt sur le résultat et retenues d'impôt

Les Fonds sont des fiducies de fonds communs de placement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La tranche de leur revenu net et/ou des gains en capital nets réalisés distribuée aux porteurs de parts n'est pas assujéti à l'impôt sur le résultat. De plus, l'impôt sur le résultat payable sur les gains en capital nets réalisés non distribués est remboursable en fonction d'une formule lorsque les parts du Fonds sont rachetées. Une partie suffisante du revenu net et des gains en capital nets réalisés des Fonds a été ou sera distribuée aux porteurs de parts de sorte qu'aucun impôt n'est payable par les Fonds et, par conséquent, aucune provision pour impôt sur le résultat n'a été constituée dans les états financiers. À l'occasion, un Fonds peut verser des distributions qui dépassent le revenu net et les gains en capital nets qu'il a réalisés. Cette distribution excédentaire est désignée à titre de remboursement du capital et n'est pas imposable entre les mains des porteurs de parts. Cependant, un remboursement de capital réduit le coût moyen des parts du porteur de parts aux fins fiscales, ce qui peut donner lieu à un gain en capital pour le porteur de parts, dans la mesure où le coût moyen devient inférieur à zéro.

Les pertes autres qu'en capital peuvent être reportées en avant pendant 20 ans.

Aux fins de l'impôt sur le résultat, les pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment et déduites des gains en capital réalisés au cours d'exercices ultérieurs. Le cas échéant, les pertes en capital nettes et les pertes autres qu'en capital d'un Fonds sont présentées dans la note *Pertes en capital nettes et pertes autres qu'en capital* des états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables.

L'année d'imposition des Fonds se termine le 15 décembre, sauf pour le Fonds commun marché monétaire Impérial, pour lequel l'année d'imposition se termine le 31 décembre.

Les Fonds sont actuellement assujétis à des retenues d'impôt sur les revenus de placement et les gains en capital dans certains pays. Ces produits et ces gains sont comptabilisés au montant brut, et les retenues d'impôt s'y rattachant sont présentées à titre de charge distincte dans les états du résultat global.

8. Commissions de courtage et honoraires

Le total des commissions versées par les Fonds aux courtiers relativement aux opérations sur portefeuille est présenté à la note *Commissions de courtage et honoraires* des états du résultat global de chaque Fonds, le cas échéant. Lors de l'attribution des activités de courtage à un courtier, le conseiller en valeurs et les sous-conseillers en valeurs des Fonds peuvent se tourner vers la prestation de biens et de services par le courtier ou un tiers, autre que ceux relatifs à l'exécution d'ordres (appelés, dans l'industrie, rabais de courtage). Ces biens et services sont payés à même une partie des commissions de courtage, aident le conseiller en valeurs et les sous-conseillers en valeurs à prendre des décisions en matière de placement pour le Fonds ou sont liés directement à l'exécution des opérations sur portefeuille au nom du Fonds. Le total des rabais de courtage versés par les Fonds aux courtiers est présenté à la note *Commissions de courtage et honoraires* des états du résultat global de chaque Fonds. En outre, le gestionnaire peut signer des ententes de récupération de la commission avec certains courtiers à l'égard du Fonds. Toute commission récupérée est versée au Fonds concerné.

Les opérations relatives aux titres à revenu fixe et à certains autres titres sont effectuées sur le marché de gré à gré, où les participants agissent à titre de mandants. Ces titres sont généralement négociés en fonction du solde net et ne comportent habituellement pas de commissions de courtage, mais comprennent, en règle générale, une marge (soit la différence entre le cours acheteur et le cours vendeur du titre du marché applicable).

Les marges associées à la négociation de titres à revenu fixe et de certains autres titres ne peuvent être déterminées et, pour cette raison, ne sont pas incluses dans les montants. En outre, les rabais de courtage ne comprennent que la valeur des services de recherche et d'autres services fournis par un tiers à Gestion d'actifs CIBC inc. (*GACI* ou *conseiller en valeurs*) et à tout sous-conseiller en valeurs, la valeur des services

fournis au conseiller en valeurs et à tout sous-conseiller en valeurs par le courtier ne pouvant être déterminée. Quand ces services sont offerts à plus d'un Fonds, les coûts sont répartis entre ces Fonds en fonction du nombre d'opérations ou d'autres facteurs justes, tels qu'ils sont déterminés par le conseiller en valeurs et tout sous-conseiller en valeurs.

9. Opérations entre parties liées

Les rôles et responsabilités de la Banque CIBC et des membres de son groupe, en ce qui a trait aux Fonds, se résument comme suit et sont assortis des frais et honoraires décrits ci-après. Les Fonds peuvent détenir des titres de la Banque CIBC. La Banque CIBC et les membres de son groupe peuvent également prendre part à des placements de titres ou accorder des prêts à des émetteurs dont les titres figurent dans le portefeuille des Fonds, qui ont conclu des opérations d'achat ou de vente de titres auprès des Fonds en agissant à titre de mandant, qui ont conclu des opérations d'achat ou de vente de titres auprès des Fonds au nom d'un autre fonds d'investissement géré par la Banque CIBC ou un membre de son groupe ou qui ont agi à titre de contrepartie dans des opérations sur dérivés. Les frais de gestion à payer et les autres charges à payer inscrits aux états de la situation financière sont généralement payables à une partie liée du Fonds.

Gestionnaire, fiduciaire, conseiller en valeurs et certains sous-conseillers en valeurs des Fonds

La Banque CIBC est le gestionnaire, la Compagnie Trust CIBC, le fiduciaire, et GACI, le conseiller en valeurs de chacun des Fonds.

En outre, le gestionnaire prend les dispositions nécessaires relativement aux services administratifs des Fonds (autres que les services de publicité et services promotionnels qui relèvent du gestionnaire), aux services juridiques, aux services aux investisseurs et aux coûts liés aux rapports aux porteurs de parts, aux prospectus et aux autres rapports. Le gestionnaire est l'agent comptable des registres et l'agent des transferts des Fonds et fournit tous les autres services administratifs requis par les Fonds ou prend des dispositions pour la prestation de ces services. La valeur (incluant toutes les taxes applicables) de tous les frais d'administration des Fonds (déduction faite des prises en charge) que le gestionnaire a recouvrés auprès d'un Fonds est présentée dans la note *Frais d'administration et autres charges d'exploitation du Fonds* des états du résultat global.

Ententes et rabais de courtage

Le conseiller en valeurs délègue généralement les pouvoirs en matière de négociation et d'exécution aux sous-conseillers en valeurs. Le cas échéant, l'information sur les montants des rabais de courtage figure à la note *Commissions de courtage et honoraires* des états du résultat global de chaque Fonds.

Le conseiller en valeurs et les sous-conseillers en valeurs prennent des décisions, y compris sur la sélection des marchés et des courtiers ainsi que sur la négociation des commissions, en ce qui a trait à l'acquisition et à la vente de titres en portefeuille, à certains produits dérivés et à l'exécution des opérations sur portefeuille. Les activités de courtage peuvent être attribuées par le conseiller en valeurs et les sous-conseillers en valeurs, à Marchés mondiaux CIBC inc. et à CIBC World Markets Corp., chacune étant une filiale de la Banque CIBC. Le total des commissions versées aux courtiers liés relativement aux opérations sur portefeuille est présenté à la note *Commissions de courtage et honoraires* des états du résultat global de chaque Fonds.

Marchés mondiaux CIBC inc. et CIBC World Markets Corp. peuvent aussi réaliser des marges à la vente de titres à revenu fixe, d'autres titres et de certains produits dérivés aux Fonds. Les courtiers, y compris Marchés mondiaux CIBC inc. et CIBC World Markets Corp., peuvent fournir des biens et des services, autres que ceux relatifs à l'exécution d'ordres, au conseiller en valeurs et aux sous-conseillers en valeurs, qui traitent les opérations de courtage par leur entremise (appelés, dans l'industrie, rabais de courtage). Ces biens et services sont payés à même une partie des commissions de courtage, aident le conseiller en valeurs et les sous-conseillers en valeurs à prendre des décisions en matière de placement pour le Fonds ou sont liés directement à l'exécution des opérations sur portefeuille au nom du Fonds. Comme le prévoient les conventions du conseiller en valeurs et des sous-conseillers en valeurs, ces rabais de courtage sont conformes aux lois applicables. Les frais de garde directement liés aux opérations sur portefeuille engagés par un Fonds, autrement payables par le Fonds, sont payés par GACI ou encore par le courtier ou les courtiers à la demande de GACI, jusqu'à concurrence du montant des crédits découlant des rabais de courtage issus des activités de négociation au nom du Fonds, ou une partie du Fonds, au cours du mois en question. Le total des rabais de courtage versés par les Fonds aux courtiers liés est présenté dans la note *Commissions de courtage et honoraires* des états du résultat global de chaque Fonds. En outre, le gestionnaire peut signer des ententes de récupération de la commission avec certains courtiers à l'égard des Fonds. Toute commission récupérée est versée au Fonds concerné.

Dépositaire

Le dépositaire détient la totalité des liquidités et des titres pour les Fonds et s'assure que ces actifs sont conservés séparément des autres liquidités ou titres qu'il peut détenir. Le dépositaire fournit également d'autres services aux Fonds, y compris la tenue des dossiers et le traitement des opérations de change. La Compagnie Trust CIBC Mellon est le dépositaire des Fonds (*dépositaire*). Le dépositaire peut retenir les services de sous-dépositaires pour les Fonds. Les frais et les marges pour les services rendus par le dépositaire et directement liés à l'exécution des opérations sur portefeuille par un Fonds, ou une partie du Fonds, sont payés par GACI ou par le courtier ou les courtiers à la demande de GACI, jusqu'à concurrence du montant des crédits découlant des rabais de courtage issus des activités de négociation au nom des Fonds au cours du mois en question. Tous les autres frais découlant des services rendus par le dépositaire sont payés par le gestionnaire et recouvrés auprès du Fonds. La Banque CIBC détient une participation de 50 % dans la Compagnie Trust CIBC Mellon.

Fournisseur de services

La Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon (*STM CIBC*) fournit certains services aux Fonds, y compris des services de prêt de titres, de comptabilité, d'information financière et d'évaluation de portefeuille. Les honoraires pour ces services sont payés par le gestionnaire et recouvrés auprès de chaque Fonds. La Banque CIBC détient indirectement une participation de 50 % dans STM CIBC.

Les montants en dollars versés par les Fonds (incluant toutes les taxes applicables) à la Compagnie Trust CIBC Mellon au titre des frais de garde (déduction faite des prises en charge) et à STM CIBC au titre des services de prêt de titres, de comptabilité, d'information financière et d'évaluation de portefeuille (déduction faite des prises en charge) pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 sont présentés dans la note *Fournisseur de services* des états du résultat global.

10. Opérations de couverture

Certains titres libellés en devises ont fait l'objet d'une couverture totale ou partielle à l'aide de contrats de change à terme dans le cadre des stratégies de placement de certains Fonds. Ces couvertures sont indiquées par un numéro de référence dans l'inventaire du portefeuille et un numéro de référence correspondant dans le tableau des actifs et passifs dérivés – contrats de change à terme pour ces Fonds.

11. Garantie sur certains instruments dérivés

Des placements à court terme peuvent être utilisés comme garantie pour des contrats à terme standardisés en cours auprès de courtiers.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux porteurs de parts des

Fonds commun marché monétaire Impérial
Fonds commun d'obligations à court terme Impérial
Fonds commun d'obligations canadiennes Impérial
Fonds commun de revenu diversifié canadien Impérial
Fonds commun d'obligations internationales Impérial
Fonds commun d'actions à revenu élevé Impérial
Fonds commun de revenu de dividendes canadiens Impérial
Fonds commun de revenu d'actions mondiales Impérial
(collectivement, les « Fonds »)

Fonds commun d'actions canadiennes Impérial
Fonds commun d'actions US Impérial
Fonds commun d'actions internationales Impérial
Fonds commun d'actions outre-mer Impérial
Fonds commun économies émergentes Impérial
Portefeuille de revenu prudent
Portefeuille de revenu équilibré
Portefeuille de revenu élevé

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers des Fonds, qui comprennent les états de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018 et les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des Fonds aux 31 décembre 2019 et 2018 ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants des Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de la direction sur le rendement des Fonds. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement des Fonds avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de chaque Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les Fonds à cesser leur exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 20 mars 2020

**Fonds communs Impérial
Portefeuilles axés sur la production de
revenu**

Banque CIBC

18, York Street, Suite 1300
Toronto (Ontario)
M5J 2T8

1-888-357-8777

Site Web

www.cibc.com/fondsmutuels

